

Séance du mardi 31.01.2017

17.QUE.066

Question simple

"L'Etat peut-il afficher sur tous ses chantiers les montants investis pour ceux-ci ?"

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Dans un communiqué du 23.06.2016, le Conseil d'Etat indiquait que, de janvier 2011 à juin 2016, le Canton de Vaud a adopté des crédits d'investissement qui atteignent 6.71 milliards de francs, soit un rythme moyen de 1.22 milliards par année. Dans ce même communiqué, il indiquait que si les conditions budgétaires le permettent, il investirait au total 14.24 milliards entre 2011 et 2025.

Dans un autre communiqué, paru une semaine plus tard, soit le 30.06.2016, le Conseil d'Etat indiquait aussi que, pour garantir la sécurité de tous les usagers et maintenir la substance patrimoniale de la route, le Canton de Vaud aura investi depuis 2008, en plus des montants ordinaires portés au budget de fonctionnement (86.1 millions en 2017), pas moins de 160 millions de francs pour l'entretien constructif des chaussées, permettant ainsi l'assainissement de pas moins 140 tronçons. Dans ce même communiqué, le Conseil d'Etat indiquait aussi que quelques 69 millions de francs sont promis aux communes jusqu'en 2020 pour financer l'entretien de leurs routes.

Parmi les investissements actuels, outre les multiples travaux routiers et ferroviaires, on peut notamment citer ceux pour les infrastructures de l'UNIL (96 millions), l'acquisition du bâtiment RTS de La Sallaz (55 millions), les remontées mécaniques (33 millions), le bloc opératoire du CHUV (18 millions), le Centre d'enseignement postobligatoire de l'Ouest lausannois (60 millions), le Musée cantonal des beaux-arts (84 millions), le Synathlon à l'UNIL (27 millions), le nouveau Parlement cantonal (24 millions) et la rénovation du Château cantonal (23 millions).

Suivront ensuite ces prochaines années les investissements pour les constructions du bâtiment Vortex (194 millions), du Campus Santé (157 millions), de la 2^e étape de Plateforme 10 (100 millions), du métro m3 Gare-Flon (153 millions), du métro m3 Flon-Blécherette (417 millions), du nouveau bâtiment des sciences de la vie (131 millions), ainsi que les investissements pour l'entretien et l'amélioration des routes (400 millions), et pour le déplacement/remplacement de la prison du Bois-Mermet (Lausanne) à Orbe (279 millions). On pourrait aussi citer les prêts pour, par exemple, le tramway t1 entre Lausanne et Renens (287 millions)...

De fait, et comme le rappelait le premier des communiqués de presse mentionnés plus haut, l'Etat de Vaud est le plus gros constructeur immobilier du pays après la Confédération, le canton de Zürich et les CFF. Ce communiqué rappelait d'ailleurs aussi qu'entre 75 et 95% du montant total des travaux sont adjugés à des entreprises vaudoises, chose dont on ne peut que féliciter le Conseil d'Etat et le personnel de ses services.

Tous ces investissements sont en tout cas nécessaires pour l'avenir de notre canton, et témoignent clairement de son énorme dynamisme. On ne peut que s'en réjouir.

Toutefois, si les citoyennes et les citoyens peuvent se rendre compte de tous ces investissements, ne serait-ce que parce qu'ils se traduisent pour l'essentiel par des travaux importants qu'ils voient, dont ils ont entendu parler, dont ils profiteront, ou dont ils subissent les conséquences, très peu de gens

se rendent vraiment compte de ce que tous ces travaux représentent réellement en terme de volume d'investissements de la part de l'Etat de Vaud.

Au fond, très peu de personnes se rendent vraiment compte de ce que coûte concrètement la réfection d'un giratoire ou la pose d'un nouveau revêtement sur une route, la construction d'une nouvelle école ou d'un nouveau bâtiment administratif, la construction d'un nouveau tunnel ou d'une nouvelle halte pour un nouveau tram ou un nouveau métro, ou la pose après-coup de panneaux solaires sur le toit d'un bâtiment de l'Etat. L'immense majorité des gens a, au mieux, une vague idée des coûts selon sa propre expérience, ou non, en la matière...

Or presque tous les chantiers de l'Etat de Vaud disposent sur site d'un panneau d'affichage présentant les travaux en cours de réalisation, panneau qui présente souvent une image de la réalisation à l'issue des travaux, la durée prévue de ceux-ci, et une liste nominative des maîtres d'oeuvres et entreprises qui interviennent sur le chantier. Pour les travaux routiers, les panneaux oranges indiquent au mieux la durée de ceux-ci, la nature des travaux et les possibles détours.

Le soussigné trouve dommage que ces panneaux, dès lors qu'ils sont posés dans le but de renseigner sur les travaux en cours de réalisation, ne renseignent pas aussi sur les montants investis pour ces travaux.

Cet avis est manifestement partagé par quelques états des Etats-Unis d'Amérique et la Province du Québec, laquelle renseigne par exemple les utilisateurs des routes des montants investis pour chaque chantier.

Afficher les montants investis pour les travaux relèverait à la fois du principe de la transparence de l'action de l'Etat, mais aussi de la démonstration chiffrée et concrète de l'utilisation des impôts pour le service public. Les citoyennes et les citoyens, de même que les entreprises, paient des impôts et, de l'avis du soussigné, toutes et tous doivent être rendus attentifs de manière concrète à la manière dont leurs impôts sont utilisés pour les travaux, ne serait-ce que pour que toutes et tous se rendent compte que tous ces travaux demandent des investissements importants, et que payer des impôts est nécessaire pour assurer le service public.

Aussi je pose la question suivante au Conseil d'Etat.

"L'Etat peut-il afficher sur tous ses chantiers les montants investis pour ceux-ci ?"

Merci d'étudier cette demande... !

Chavannes-près-Renens, 31.01.2017


Alexandre RYDLO, Député socialiste